

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Thall, atteste la véracité du rapport financier

de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-06 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Dollard-des-Ormeaux qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Dollard-des-Ormeaux au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Dollard-des-Ormeaux inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2015-05-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	72 458 800	72 825 776		72 825 776	71 276 833
Compensations tenant lieu de taxes	2	840 000	799 327		799 327	822 046
Quotes-parts	3					
Transferts	4	782 000	1 459 581		1 459 581	2 682 222
Services rendus	5	818 700	928 156		928 156	862 176
Imposition de droits	6	2 325 500	2 609 819		2 609 819	2 978 028
Amendes et pénalités	7	800 000	920 855		920 855	920 562
Intérêts	8	650 000	1 022 877		1 022 877	850 552
Autres revenus	9		248 573		248 573	(251 750)
	10	78 675 000	80 814 964		80 814 964	80 140 669
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13					734 935
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15	2 260 000				1 544 161
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	2 260 000				2 279 096
	18	80 935 000	80 814 964		80 814 964	82 419 765
Charges						
Administration générale	19	12 820 292	12 662 454	254 243	12 916 697	12 747 656
Sécurité publique	20	18 135 551	18 275 462	70 973	18 346 435	17 407 084
Transport	21	15 957 027	16 401 740	3 930 603	20 332 343	19 617 538
Hygiène du milieu	22	9 072 486	8 880 529	3 431 713	12 312 242	13 208 885
Santé et bien-être	23	617 380	579 492		579 492	609 121
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 445 807	1 457 987	20 567	1 478 554	1 639 253
Loisirs et culture	25	14 626 457	14 993 283	1 211 872	16 205 155	16 229 743
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	2 237 400	1 813 237		1 813 237	1 787 006
Amortissement des immobilisations	28	8 344 678	8 919 971	(8 919 971)		
	29	83 257 078	83 984 155		83 984 155	83 246 286
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(2 322 078)	(3 169 191)		(3 169 191)	(826 521)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 322 078)	(3 169 191)	(826 521)
Moins: revenus d'investissement	2 (	2 260 000 ) (	) (	2 279 096)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(4 582 078)	(3 169 191)	(3 105 617)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	8 344 678	8 919 971	8 641 509
Produit de cession	5		36 655	544 693
(Gain) perte sur cession	6		(15 941)	251 750
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	8 344 678	8 940 685	9 437 952
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 233 300 ) (	3 345 245 ) (	2 876 200)
	18	(3 233 300)	(3 345 245)	(2 876 200)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	185 213 ) (	570 427)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			150 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(522 300)	(573 854)	(433 004)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 000)	(7 000)	(7 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(529 300)	(766 067)	(860 431)
	26	4 582 078	4 829 373	5 701 321
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 660 182	2 595 704

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 260 000		2 279 096
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	330 000)	(271 217)	(1 489 832)
Sécurité publique	3 () () () (
Transport	4 (	2 160 000)	(2 483 171)	(2 040 881)
Hygiène du milieu	5 (	2 895 000)	(2 803 684)	(4 395 483)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	7 245)) (
Loisirs et culture	8 (	1 550 000)	(660 162)	(1 038 808)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	6 935 000)	(6 225 479)	(8 965 004)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	4 675 000)) () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		3 536 945	1 948 927
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		185 213	570 427
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		1 661 151	1 502 262
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		431 537	740 347
	18		2 277 901	2 813 036
	19	(11 610 000)	(410 633)	(4 203 041)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(9 350 000)	(410 633)	(1 923 945)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	13 445 100	13 506 888	13 287 842
Charges sociales	2	4 347 500	5 206 507	4 953 364
Biens et services	3	13 412 100	13 322 057	13 829 616
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 255 000	872 447	939 944
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		189 098	194 167
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	982 400	751 692	652 895
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	40 111 100	40 065 973	39 830 817
Autres	10			
Autres organismes	11	588 200	593 004	
Amortissement des immobilisations	12	8 344 678	8 919 971	8 641 509
Autres				
-	13	771 000	556 518	916 132
-	14			
-	15			
	16	83 257 078	83 984 155	83 246 286

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	72 458 800	72 825 776	71 276 833
Compensations tenant lieu de taxes	2	840 000	799 327	822 046
Quotes-parts	3			
Transferts	4	782 000	1 459 581	3 417 157
Services rendus	5	818 700	928 156	862 176
Imposition de droits	6	2 325 500	2 609 819	2 978 028
Amendes et pénalités	7	800 000	920 855	920 562
Intérêts	8	650 000	1 022 877	850 552
Autres revenus	9	2 260 000	248 573	1 292 411
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	80 935 000	80 814 964	82 419 765
Charges				
Administration générale	12	13 037 008	12 916 697	12 747 656
Sécurité publique	13	18 206 524	18 346 435	17 407 084
Transport	14	19 008 757	20 332 343	19 617 538
Hygiène du milieu	15	12 318 090	12 312 242	13 208 885
Santé et bien-être	16	617 380	579 492	609 121
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 453 373	1 478 554	1 639 253
Loisirs et culture	18	16 378 546	16 205 155	16 229 743
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 237 400	1 813 237	1 787 006
	21	83 257 078	83 984 155	83 246 286
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(2 322 078)	(3 169 191)	(826 521)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		107 392 176	108 218 697
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		107 392 176	108 218 697
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		104 222 985	107 392 176

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 322 078)	(3 169 191)	(826 521)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	6 935 000 ) (	6 225 479 ) (	8 965 004)
Produit de cession	3		36 655	544 693
Amortissement	4	8 344 678	8 919 971	8 641 509
(Gain) perte sur cession	5		(15 941)	251 750
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	1 409 678	2 715 206	472 948
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(243)	49 491
Variation des autres actifs non financiers	10		(855 526)	93 391
	11		(855 769)	142 882
	12	(912 400)	(1 309 754)	(210 691)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(912 400)	(1 309 754)	(210 691)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(7 478 038)	(7 267 347)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(7 478 038)	(7 267 347)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(8 787 792)	(7 478 038)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	11 661 500	12 257 030
Placements temporaires	2	6 346 181	6 088 987
Débiteurs (note 5)	3	14 273 328	16 549 799
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	32 281 009	34 895 816
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	7 449 060	9 104 350
Revenus reportés (note 12)	13	23 100	47 782
Dette à long terme (note 13)	14	32 154 641	32 499 722
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 442 000	722 000
	16	41 068 801	42 373 854
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(8 787 792)	(7 478 038)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	111 390 395	114 105 601
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	137 196	137 196
Stocks de fournitures	20	472 696	472 453
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 010 490	154 964
	22	113 010 777	114 870 214
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	104 222 985	107 392 176

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 169 191)	(826 521)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	8 919 971	8 641 509
Autres			
-	3		
- (Gain) perte sur disposition	4	(15 941)	251 750
	5	5 734 839	8 066 738
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 276 471	(1 072 776)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 655 290)	545 312
Revenus reportés	9	(24 682)	(24 039)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	720 000	(473 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(243)	49 491
Autres actifs non financiers	13	(855 526)	93 391
	14	6 195 569	7 185 117
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 225 479)	(8 965 004)
Produit de cession	16	36 655	544 693
	17	(6 188 824)	(8 420 311)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(257 194)	(2 078 547)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(257 194)	(2 078 547)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	3 536 945	1 948 927
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 853 945)	(3 366 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(28 081)	16 578
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(345 081)	(1 400 495)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(595 530)	(4 714 236)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	12 257 030	16 971 266
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	11 661 500	12 257 030

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

Constatation des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****C) Actifs financiers**

S.O.

D) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour les services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	25 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offerte aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014, notamment par la constatation d'un coût des services passés négatif, sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif - 5 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

Un gain des services passés est constaté au 1er janvier 2014, en lien avec l'adoption de la Loi 3 qui a imposé la diminution des obligations découlant de la réduction des prestations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2008;

H) Instruments financiers

s/o

I) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

crédit servant à combler les déficits de caisse.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les principales estimations de la Ville se situent au niveau des provisions pour créances douteuses et de contestations de taxes, de la durée estimative des immobilisations, de certaines charges à payer, des hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs et au niveau de divers courus à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 256 315	2 646 200
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	7 800 579	9 625 628
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 393 398	1 386 270
Organismes municipaux	8	713 107	1 528 914
Autres			
- Droits de mutation	9	575 025	751 447
- Contraventions et autres	10	534 904	611 340
	11	14 273 328	16 549 799
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	5 953 400	6 462 100
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	5 953 400	6 462 100
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	498 409	432 746
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 442 000)	(722 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(1 442 000)</u>	<u>(722 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	3 643 000	3 080 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	2 422	4 336
Régimes de retraite des élus municipaux	32	46 421	45 753
	33	<u>3 691 843</u>	<u>3 130 089</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	2 502 127	3 852 929
Salaires et avantages sociaux	38	2 793 001	2 986 161
Dépôts et retenues de garantie	39	1 540 652	1 645 661
Provision pour contestations d'évaluation	40	100 000	100 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus	42	319 346	344 745
- Contingences légales	43	186 101	167 001
- Divers	44	7 833	7 853
-	45		
-	46		
	47	<u>7 449 060</u>	<u>9 104 350</u>

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Prestation supp. CARRA	50	23 100	47 782
-	51		
	52	<u>23 100</u>	<u>47 782</u>

Note

Les revenus reportés comprennent un montant de 23 100 \$ correspondant à la valeur aux livres au 31 décembre 2014 des prestations du régime de la Commission administrative des régimes et d'assurances (CARRA).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****2014****2013**

Ce montant sert à financer les déboursés annuels de régime de prestations supplémentaires à l'intention des élus qui participaient au RREM à un moment quelconque entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 2000 ou qui ont, avant le 1er janvier 1989, participé au régime général de la retraite des maires et des conseillers des municipalités et dont les sommes ont été transférées au RREM.

Cette somme est imputée aux résultats au fur et à mesure de la comptabilisation des sommes versées à titre de prestation de retraite du régime.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	4,55	2015	2034	53	32 285 000	32 602 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
Autres dettes à long terme					56		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58	2 604	2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	32 287 604	32 604 604
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(132 963)	(104 882)
					63	32 154 641	32 499 722

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2014
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2015	64	72	3 690 000	80	89	97	3 690 000
2016	65	73	3 797 000	81	90	98	3 797 000
2017	66	74	3 251 000	82	91	99	3 251 000
2018	67	75	2 794 000	83	92	100	2 794 000
2019	68	76	2 894 000	84	93	101	2 894 000
2020 et +	69	77	15 859 000	85	94	102	15 861 604
	70	78	32 285 000	86	95	103	32 287 604
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	32 285 000	88	96	105	32 287 604

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (8 787 792)	(7 478 038)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109 (8 787 792)	(7 478 038)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	138		165		192		
Eaux usées	111	139		166		193		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	144 492 632	140	4 627 139	167	5 673 012	194	143 446 759
Autres	113		141		168		195	
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	53 227 462	143	910 106	170	1 002 800	197	53 134 768
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	3 235 304	145	25 927	172	96 455	199	3 164 776
Ameublement et équipement de bureau	118	905 899	146	50 276	173	78 893	200	877 282
Machinerie, outillage et équipement divers	119	6 612 936	147	612 031	174	202 311	201	7 022 656
Terrains	120	8 941 750	148		175		202	8 941 750
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>217 415 983</u>	150	<u>6 225 479</u>	177	<u>7 053 471</u>	204	<u>216 587 991</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>217 415 983</u>	152	<u>6 225 479</u>	179	<u>7 053 471</u>	206	<u>216 587 991</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	77 281 100	155	6 517 507	182	5 673 012	209	78 125 595
Autres	128		156		183		210	
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	20 198 995	158	1 375 044	185	1 002 800	212	20 571 239
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 843 553	160	377 530	187	96 455	214	2 124 628
Ameublement et équipement de bureau	133	472 278	161	165 401	188	78 893	215	558 786
Machinerie, outillage et équipement divers	134	3 514 456	162	484 489	189	181 597	216	3 817 348
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>103 310 382</u>	164	<u>8 919 971</u>	191	<u>7 032 757</u>	218	<u>105 197 596</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>114 105 601</u>					219	<u>111 390 395</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222						229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	137 196	137 196
	233	137 196	137 196
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	137 196	137 196

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	1 010 490	154 964
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	1 010 490	154 964

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée d'après les contrats de déblaiement de la neige, de service de collecte des déchets, de service de patrouille municipale et de services de conciergerie, échéant jusqu'en 2019 pour un montant total de 14 043 950 \$. Les versements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 4 261 033\$ en 2015, 3 221 805 \$ en 2016, 2 738 970 \$ en 2017, 2 661 285 \$ en 2018 et 1 160 857 \$ en 2019.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2014, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 11 152 248 \$. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

d) Autres

Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2011 à 2013 et au rôle 2014 à 2016. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 100 000 \$ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

22. Instruments financiers

s/o

		2014		2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	240	11 661 500		12 257 030
Découvert bancaire	241	()	()	
Placements temporaires	242	6 346 181		6 088 987
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires	247	(6 346 181)	(6 088 987)	
-	248	()	()	
-	249	()	()	
-	250	()	()	
-	251	()	()	
-	252	()	()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
à la fin de l'exercice	253	11 661 500		12 257 030

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15 245 859	16 246 828
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	4 768 812	3 434 094
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(30 000)	(37 000)
Financement des investissements en cours	(955 073)	(352 039)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	85 193 387	88 100 293
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	104 222 985	107 392 176

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Améliorations Régime pompiers	280 000	280 000
- Terrain Lake/Donnacona	1 200 000	1 200 000
- Gymnase École Des Sources	1 000 000	1 000 000
- Réserve pour élections	130 809	130 809
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	2 610 809	2 610 809

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-		
-		
-		

Réserves financières

-		
-		
-		
-		
-		
-		

Fonds réservés

Fonds de roulement	1 646 521	627 962
Fonds parcs et terrains de jeux	267 465	31 762
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques		
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	244 017	163 561
Financement des activités de fonctionnement		
Autres		
-		
-		
-		
-		
	2 158 003	823 285
	4 768 812	3 434 094

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (30 000) ()	(37 000)
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (30 000) ()	(37 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 (30 000) ()	(37 000)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 1 673 202	1 832 651
Investissements à financer	58 (2 628 275) ()	(2 184 690)
	59 (955 073)	(352 039)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 111 390 395	114 105 601
Propriétés destinées à la revente	61 137 196	137 196
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 111 527 591	114 242 797
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 32 154 641	32 499 722
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 132 963	104 882
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (5 953 400) ()	(6 462 100)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	()
	71 26 334 204	26 142 504
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 26 334 204	26 142 504
	74 85 193 387	88 100 293

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2% du salaire final moyen moins 1,8% de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993 et à 2% du salaire final moyen pour chaque année de service reconnu à compter du 1er janvier 1993. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé. La rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans.

Le montant de la rente servie est ajusté annuellement selon l'indice des rentes des années précédentes. L'indexation est égale à l'excédent (maximum de 4%) du taux de rendement moyen, net des frais de gestion et autres frais d'administration, réalisé par la caisse pour les 3 exercices financiers précédents et de 7%.

La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2013.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

Application de la Loi aux régimes de la municipalité

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations dès février 2015. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : (3,4 M\$) mais 0,3 M\$ maintenu en réserve
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : 3,4 M\$
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (0,3 M\$)
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : S.O.
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : S.O.
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du déficit des participants retraités (c) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : S.O.
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : S.O.
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Plafond du service courant (d) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Partage du service courant (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du déficit lié au service postérieur (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Cotisation au fonds de stabilisation (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : S.O.
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : S.O.
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Grand total des incidences (f) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : (3,4 M\$)
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : 3,4 M\$
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (0,3 M\$)

(a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant.

(b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c) Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

(d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2014 dans le cas de ces régimes.

(e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur).

(f) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(g) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(h) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (722 000)	(1 195 000)
Charge de l'exercice	5 (3 643 000)	(3 080 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 2 923 000	3 553 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 442 000)</u>	<u>(722 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 49 846 000	46 013 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (59 332 000)	(64 070 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (9 486 000)	(18 057 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 8 044 000	17 335 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (1 442 000)	(722 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 442 000)</u>	<u>(722 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 49 846 000	46 013 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (59 332 000)	(64 070 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (9 486 000)	(18 057 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 367 000	2 069 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (3 357 000)	2 069 000
	21 (990 000)	2 069 000
Cotisations salariales des employés	22 (646 000)	(630 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 (1 636 000)	1 439 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 1 182 000	987 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 3 357 000	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 903 000</u>	<u>2 426 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 170 000	3 185 000
Rendement espéré des actifs	34 (2 430 000)	(2 531 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 740 000	654 000
Charge de l'exercice	36 <u>3 643 000</u>	<u>3 080 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 3 271 000	2 976 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 430 000)	(2 531 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 841 000	445 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 3 911 000	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (3 007 000)	(2 465 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 53 397 000	47 617 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,45 %	5,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,25 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 1,10 %	1,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Obligation implicite avant	52 365 000	
- Obligation implicite nouveau	53 74 000	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 0	55 0	56 0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>2 422</u>	<u>4 336</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>6</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>6 451</u>	<u>6 443</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	21 739	21 714
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>24 682</u>	<u>24 039</u>
98	<u>46 421</u>	<u>45 753</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	32 287 604
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 628 275
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	244 017
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	5 953 400
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	28 718 462
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	28 718 462
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	389 305
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	29 107 767
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	36 156 000
---	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	65 263 767
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	67 395 200	67 735 128	64 474 862
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			1 736 797
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	67 395 200	67 735 128	66 211 659
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	3 466 000	3 474 958	3 467 543
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	1 597 600	1 615 690	1 597 631
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	5 063 600	5 090 648	5 065 174
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	5 063 600	5 090 648	5 065 174
	26	72 458 800	72 825 776	71 276 833

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	799 327	822 046
	35	799 327	822 046
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	840 000	799 327
			822 046
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	840 000	799 327
			822 046

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	360 672	309 728
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	479 858	473 843
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	494 221	620 805
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	115 444	119 267
Autres	88	9 386	8 826
Réseau d'électricité	89		
	90	782 000	1 459 581
		1 459 581	1 532 469

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		734 935
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		734 935

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		1 149 753
	138		1 149 753
TOTAL DES TRANSFERTS	139 782 000	1 459 581	3 417 157

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	35 000	43 889
Sécurité incendie	145	20 000	49 001
Sécurité civile	146		
Autres	147	33 000	40 998
	148	88 000	133 888
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		4 033
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162	30 000	
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	30 000	4 033
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	118 000	78 222

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	13 500	59 916	50 627
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	10 000	61 024	35 682
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	677 200	673 328	697 645
Réseau d'électricité	194			
	195	700 700	794 268	783 954
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	818 700	928 156	862 176
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	125 500	118 426	118 092
Droits de mutation immobilière	198	2 200 000	2 491 393	2 859 936
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	2 325 500	2 609 819	2 978 028
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	800 000	920 855	920 562
INTÉRÊTS	203	650 000	1 022 877	850 552
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		15 941	(251 750)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		232 632	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			340 175
Autres contributions	210			
Autres	211	2 260 000		1 203 986
	212	2 260 000	248 573	1 292 411

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	479 107	476 773		476 773	493 785
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	3 800 299	3 834 007		3 834 007	4 021 036
Greffe	4	328 991	363 255		363 255	479 131
Évaluation	5	289 671	289 744		289 744	319 669
Gestion du personnel	6	487 306	519 787		519 787	467 200
Autres	7	7 434 918	7 178 888	254 243	7 433 131	6 966 835
	8	12 820 292	12 662 454	254 243	12 916 697	12 747 656
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	10 773 680	10 776 387		10 776 387	10 222 593
Sécurité incendie	10	5 887 657	5 889 137	20 308	5 909 445	5 631 512
Sécurité civile	11	27 330	25 702		25 702	25 647
Autres	12	1 446 884	1 584 236	50 665	1 634 901	1 527 332
	13	18 135 551	18 275 462	70 973	18 346 435	17 407 084
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	3 939 296	4 123 744	1 567 703	5 691 447	5 651 257
Enlèvement de la neige	15	3 132 749	3 335 113	1 567 703	4 902 816	5 022 900
Éclairage des rues	16	678 468	732 316		732 316	759 869
Circulation et stationnement	17	427 268	429 366		429 366	484 260
Transport collectif						
Transport en commun	18	7 629 175	7 631 093		7 631 093	7 604 032
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	150 071	150 108	795 197	945 305	95 220
	22	15 957 027	16 401 740	3 930 603	20 332 343	19 617 538

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 202 438	1 216 003		1 216 003	1 244 198
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 644 280	3 627 503	1 520 818	5 148 321	5 754 000
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	505 013	565 534	1 788 890	2 354 424	2 317 863
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 566 315	1 489 997		1 489 997	1 654 969
Élimination	28	653 430	724 211		724 211	704 911
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	953 078	768 556	122 005	890 561	805 609
Tri et conditionnement	30	464 172	404 944		404 944	635 515
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	83 760	83 781		83 781	
Autres	39					91 820
	40	9 072 486	8 880 529	3 431 713	12 312 242	13 208 885
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	517 910	485 081		485 081	507 114
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	99 470	94 411		94 411	102 007
	44	617 380	579 492		579 492	609 121
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 023 515	1 035 589	20 567	1 056 156	972 710
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	94 230	94 254		94 254	74 816
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	324 572	324 653		324 653	584 926
Autres	51	3 490	3 491		3 491	6 801
	52	1 445 807	1 457 987	20 567	1 478 554	1 639 253

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	444 833	451 882	260 300	712 182	862 038
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 430 285	1 460 563	260 300	1 720 863	1 794 380
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 649 835	1 710 607	260 300	1 970 907	2 064 548
Parcs et terrains de jeux	56	5 661 837	5 801 546	260 301	6 061 847	6 058 324
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	962 062	967 445		967 445	915 069
	60	10 148 852	10 392 043	1 041 201	11 433 244	11 694 359
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	895 124	898 424		898 424	866 099
Bibliothèques	62	2 559 906	2 679 984	170 671	2 850 655	2 700 077
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	1 022 575	1 022 832		1 022 832	969 208
	66	4 477 605	4 601 240	170 671	4 771 911	4 535 384
	67	14 626 457	14 993 283	1 211 872	16 205 155	16 229 743
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	1 130 000	996 445		996 445	1 086 740
Autres frais	70	125 000	65 100		65 100	47 371
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		740 000		740 000	647 000
Autres	72	982 400	11 692		11 692	5 895
	73	2 237 400	1 813 237		1 813 237	1 787 006
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	8 344 678	8 919 971	(8 919 971)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de Ville de Dollard-des-Ormeaux (ci-après «la Ville»). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2015-05-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		72 825 776
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		72 825 776

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	72 825 776
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>72 825 776</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 519 042	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>11 519 042</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>61 306 734</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>5 540 114 657</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>5 552 216 757</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>5 546 165 707</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>61 306 734</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>5 546 165 707</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 1 | 0 | 5 | 4 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	<u>6 164 138 302</u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	<u>6 176 240 402</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u>6 170 189 352</u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 845 000	2 803 684	4 395 483
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	50 000		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 660 000	1 574 097	1 378 405
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	500 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		249 359	644 183
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	330 000		
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 550 000	910 106	1 127 557
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		25 927	22 542
Ameublement et équipement de bureau	18		50 276	243 538
Machinerie, outillage et équipement divers	19		612 030	638 296
Terrains	20			515 000
Autres	21			
	22	6 935 000	6 225 479	8 965 004

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		2 803 684	4 395 483
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		1 823 456	2 022 588
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		1 598 339	2 546 933
	34		6 225 479	8 965 004

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	32 602 000	3 536 945	3 853 945	32 285 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	2 604			2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	32 604 604	3 536 945	3 853 945	32 287 604
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	163 561	192 401	111 945	244 017
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	11 090 411	761 933	1 567 592	10 284 752
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	14 888 532	2 582 611	1 665 708	15 805 435
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	26 142 504	3 536 945	3 345 245	26 334 204
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 462 100		508 700	5 953 400
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	6 462 100		508 700	5 953 400
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	6 462 100		508 700	5 953 400
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	6 462 100		508 700	5 953 400
	26	32 604 604	3 536 945	3 853 945	32 287 604
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	32 604 604	3 536 945	3 853 945	32 287 604

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	289 671		
Évaluation	2		289 744	319 669
Autres	3	6 937 013	6 922 393	6 674 749
Sécurité publique				
Police	4	10 773 680	10 776 387	10 222 593
Sécurité incendie	5	5 887 657	5 889 137	5 611 204
Sécurité civile	6	24 430	24 436	23 805
Autres	7	278 264	278 301	273 255
Transport				
Réseau routier	8	413 455	413 451	389 836
Transport collectif	9	7 629 175	7 631 093	7 604 032
Autres	10	150 071	150 109	95 220
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	3 993 720	3 987 081	4 661 014
Matières résiduelles	12	1 095 865	1 103 122	1 193 656
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	83 760	83 781	91 820
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	517 910	485 081	507 114
Autres	17	99 470	94 411	102 007
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	94 230	94 254	54 412
Rénovation urbaine	19	94 230	94 254	74 816
Promotion et développement économique	20	324 572	324 653	584 926
Autres	21	3 490	3 491	6 801
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	397 862	397 962	370 680
Activités culturelles	23	1 022 575	1 022 832	969 208
Réseau d'électricité				
	24			
	25	40 111 100	40 065 973	39 830 817

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	50,00	35,00	3 870 208	1 555 396	5 425 604
Professionnels	2					
Cols blancs	3	56,00	35,00	2 986 914	1 090 658	4 077 572
Cols bleus	4	126,00	35,00	6 362 682	2 475 509	8 838 191
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	232,00		13 219 804	5 121 563	18 341 367
Élus	9	9,00		287 084	84 944	372 028
	10	241,00		13 506 888	5 206 507	18 713 395

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	1 459 581			1 459 581
	17	1 459 581			1 459 581

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale													
Application de la loi	1		27		53		79		105				131
Évaluation	2	289 744	28		54	289 744	80		106	289 744			132
Autres	3	12 372 710	29	254 243	55	12 626 953	81	59 916	107	12 567 037			133
	4	12 662 454	30	254 243	56	12 916 697	82	59 916	108	12 856 781			134
Sécurité publique													
Police	5	10 776 387	31		57	10 776 387	83	43 889	109	10 732 498			135
Sécurité incendie	6	5 889 137	32	20 308	58	5 909 445	84	49 001	110	5 860 444			136
Sécurité civile	7	25 702	33		59	25 702	85		111	25 702			137
Autres	8	1 584 236	34	50 665	60	1 634 901	86	40 998	112	1 593 903			138
	9	18 275 462	35	70 973	61	18 346 435	87	133 888	113	18 212 547			139
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	4 123 744	36	1 567 703	62	5 691 447	88	61 024	114	5 630 423			140
Enlèvement de la neige	11	3 335 113	37	1 567 703	63	4 902 816	89		115	4 902 816			141
Autres	12	1 161 682	38		64	1 161 682	90		116	1 161 682			142
Transport collectif	13	7 631 093	39		65	7 631 093	91		117	7 631 093			143
Autres	14	150 108	40	795 197	66	945 305	92		118	945 305			144
	15	16 401 740	41	3 930 603	67	20 332 343	93	61 024	119	20 271 319			145
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 216 003	42		68	1 216 003	94		120	1 216 003			146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	3 627 503	43	1 520 818	69	5 148 321	95		121	5 148 321			147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122				148
Réseaux d'égout	19	565 534	45	1 788 890	71	2 354 424	97		123	2 354 424			149
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	2 214 208	46		72	2 214 208	98		124	2 214 208			150
Matières recyclables	21	1 173 500	47	122 005	73	1 295 505	99		125	1 295 505			151
Autres	22		48		74		100		126				152
Cours d'eau	23		49		75		101		127				153
Protection de l'environnement	24	83 781	50		76	83 781	102		128	83 781			154
Autres	25		51		77		103		129				155
	26	8 880 529	52	3 431 713	78	12 312 242	104		130	12 312 242			156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Santé et bien-être													
Logement social	157	485 081	172		187	485 081	202		217		485 081	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233	
Autres	159	94 411	174		189	94 411	204		219		94 411	234	
	160	579 492	175		190	579 492	205		220		579 492	235	
Aménagement, urbanisme et développement													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 035 589	176	20 567	191	1 056 156	206		221		1 056 156	236	
Rénovation urbaine	162	94 254	177		192	94 254	207		222		94 254	237	
Promotion et développement économique	163	324 653	178		193	324 653	208		223		324 653	238	
Autres	164	3 491	179		194	3 491	209		224		3 491	239	
	165	1 457 987	180	20 567	195	1 478 554	210		225		1 478 554	240	
Loisirs et culture													
Activités récréatives	166	10 392 043	181	1 041 201	196	11 433 244	211	559 524	226		10 873 720	241	360 507
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	2 679 984	182	170 671	197	2 850 655	212	46 545	227		2 804 110	242	3 239
Autres	168	1 921 256	183		198	1 921 256	213	67 259	228		1 853 997	243	1 080
	169	14 993 283	184	1 211 872	199	16 205 155	214	673 328	229		15 531 827	244	364 826
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245	
	171	73 250 947	186	8 919 971	201	82 170 918	216	928 156	231		81 242 762	246	1 813 237

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 179 145	8 965 004
Frais de financement	4	46 334	
Autres	5		
	6	6 225 479	8 965 004

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	16 246 828	15 153 386
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	16 246 828	15 153 386
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 660 182	2 595 704
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(1 661 151)	(1 502 262)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8	(1 000 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(1 000 969)	1 093 442
Solde à la fin de l'exercice	12	15 245 859	16 246 828
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 610 809	2 760 809
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 610 809	2 760 809
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(150 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		(150 000)
Solde à la fin de l'exercice	22	2 610 809	2 610 809
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	823 285	1 130 628
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	823 285	1 130 628
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	573 854	433 004
Activités d'investissement	27	(431 537)	(740 347)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	1 000 000	
Financement des investissements en cours	29	192 401	
	30	1 334 718	(307 343)
Solde à la fin de l'exercice	31	2 158 003	823 285

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (37 000)	(44 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (37 000)	(44 000)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48 7 000	7 000
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50 7 000	7 000
Solde à la fin de l'exercice	51 (30 000)	(37 000)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (352 039)	1 571 906
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (352 039)	1 571 906
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 (410 633)	(1 923 945)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (192 401)	
	59 (603 034)	(1 923 945)
Solde à la fin de l'exercice	60 (955 073)	(352 039)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 88 100 293	87 645 968
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 88 100 293	87 645 968
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 (2 906 906)	454 325
Solde à la fin de l'exercice	67 85 193 387	88 100 293

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>R-2014-093</u>	2 1 000 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre				
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement							
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7				
Montant réservé pour le service de la dette	8	163 561	9	10	11	192 401	12	111 945	13	14	244 017
	15	163 561	16	17	18	192 401	19	111 945	20	21	244 017

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 0 □ 4 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 0 □ 1 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 6 □ 8 □ 6 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 2 , □ 0 □ 0 □ 8 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	|2|2|0| , |0|0| \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | | \$
Matières résiduelles	5	| | | | , | | | | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | | , | | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau appts, condos, 2,3, 4 logements et +	155,0000	4	
Eau piscines imm. appartements	300,0000	4	
Eau piscines publiques	600,0000	4	
Eau résidences pour personnes âgées	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 12001, boulevard De Salaberry
(no) (rue)
Dollard-des-Ormeaux H9B 2A7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 684-1010
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ville@ddo.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Caroline Thall

Téléphone (514) 684-9391
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 684-1273
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cthall@ddo.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Caroline Thall , atteste que le rapport financier de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Dollard-Des Ormeaux consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Dollard-Des Ormeaux détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (3 169 191) \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,1054 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-06-04 11:03:07

Date de transmission au Ministère : 2015/06/17

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Dollard-Des Ormeaux

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	78 675 000	80 814 964	80 140 669
Investissement	2	2 260 000		2 279 096
	3	80 935 000	80 814 964	82 419 765
Charges				
	4	83 257 078	83 984 155	83 246 286
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(2 322 078)	(3 169 191)	(826 521)
Moins : revenus d'investissement	6	(2 260 000)	()	(2 279 096)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(4 582 078)	(3 169 191)	(3 105 617)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	8 344 678	8 919 971	8 641 509
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(3 233 300)	(3 345 245)	(2 876 200)
Affectations				
Activités d'investissement	11	()	(185 213)	(570 427)
Excédent (déficit) accumulé	12	(529 300)	(580 854)	(290 004)
Autres éléments de conciliation	13		20 714	796 443
	14	4 582 078	4 829 373	5 701 321
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		1 660 182	2 595 704

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	14 273 328	16 549 799
Autres	2	18 007 681	18 346 017
	3	32 281 009	34 895 816
Passifs			
Dette à long terme	4	32 154 641	32 499 722
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	1 442 000	722 000
Autres	6	7 472 160	9 152 132
	7	41 068 801	42 373 854
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(8 787 792)	(7 478 038)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	111 390 395	114 105 601
Autres	10	1 620 382	764 613
	11	113 010 777	114 870 214
Excédent (déficit) accumulé	12	104 222 985	107 392 176

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	15 245 859	16 246 828
Excédent de fonctionnement affecté			
- Améliorations Régime pompiers	14	280 000	280 000
- Terrain Lake/Donnacona	15	1 200 000	1 200 000
- Gymnase École Des Sources	16	1 000 000	1 000 000
- Réserve pour élections	17	130 809	130 809
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	2 610 809	2 610 809
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	2 158 003	823 285
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	30 000 ) (	37 000)
Financement des investissements en cours	27	(955 073)	(352 039)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	85 193 387	88 100 293
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	104 222 985	107 392 176

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	72 458 800	72 825 776	71 276 833
Compensations tenant lieu de taxes	2	840 000	799 327	822 046
Quotes-parts	3			
Transferts	4	782 000	1 459 581	2 682 222
Services rendus	5	818 700	928 156	862 176
Autres	6	3 775 500	4 802 124	4 497 392
	7	78 675 000	80 814 964	80 140 669
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			734 935
Autres	11	2 260 000		1 544 161
	12	2 260 000		2 279 096
	13	80 935 000	80 814 964	82 419 765

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	289 671	289 744		319 669
Autres	2	12 530 621	12 372 710	254 243	12 427 987
Sécurité publique					
Police	3	10 773 680	10 776 387		10 222 593
Sécurité incendie	4	5 887 657	5 889 137	20 308	5 631 512
Autres	5	1 474 214	1 609 938	50 665	1 552 979
Transport					
Réseau routier	6	8 177 781	8 620 539	3 135 406	11 918 286
Transport collectif	7	7 629 175	7 631 093		7 604 032
Autres	8	150 071	150 108	795 197	95 220
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	5 351 731	5 409 040	3 309 708	9 316 061
Matières résiduelles	10	3 636 995	3 387 708	122 005	3 801 004
Autres	11	83 760	83 781		91 820
Santé et bien-être	12	617 380	579 492		609 121
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 023 515	1 035 589	20 567	972 710
Promotion et développement économique	14	324 572	324 653		584 926
Autres	15	97 720	97 745		81 617
Loisirs et culture	16	14 626 457	14 993 283	1 211 872	16 229 743
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	2 237 400	1 813 237		1 787 006
Amortissement des immobilisations	19	8 344 678	8 919 971	(8 919 971)	
	20	83 257 078	83 984 155		83 246 286

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3